



Réunion du COPIL PAPI Seudre
Le 9 juillet 2019, à 9h30
Salle Jean Riondet, CARA, Royan

Compte-rendu

Rappel de l'ordre du jour

- Calendrier des actions du PAPI ;
- Retour d'expérience de la commune de Saujon pour l'élaboration du plan communal de sauvegarde (PCS) ;
- Présentation et validation du guide pour l'intégration du risque inondation dans les PLU ;
- Présentation et validation de la méthode de réalisation des diagnostics de vulnérabilité des habitations ;
- Point sur la fusion du SMASS et du SMBSA ;
- Présentation du calendrier prévisionnel de l'axe 7 du PAPI.

Documents remis avec l'invitation

- Guide pratique pour l'intégration du risque inondation dans les PLU du bassin de la Seudre ;
- Note présentant la méthodologie retenue pour la réalisation des diagnostics de vulnérabilité des habitations face aux submersions marine.

Annexes au compte-rendu

Annexe 1 : Liste de présence

Annexe 2 : Guide d'intégration du risque inondation dans les PLU du bassin de la Seudre

Annexe 3 : Note sur la méthodologie de réalisation des diagnostics de vulnérabilité des habitations face aux submersions marines

Annexe 4 : Diaporama du SMASS

Annexe 5 : Diaporama de la commune de Saujon sur le PCS

Annexe 6 : Diaporama du Département

Compte-rendu détaillé

Introduction de la réunion

P. FERCHAUD ouvre la séance en annonçant l'ordre du jour.

Calendrier des actions PAPI

S. FAÏ expose le calendrier prévisionnel des actions des axes 1 et 3 du PAPI (cf. annexe 4, diapositives 3 à 7).

Le PCS de la commune de Saujon étant en cours d'élaboration, le SMASS les a sollicités pour un retour d'expérience.

Retour d'expérience de la commune de Saujon pour l'élaboration PCS

A. FRANCHI, adjoint à la commune de Saujon, présente la démarche suivie par la commune pour l'élaboration de son PCS (cf. diaporama en annexe 5).

Une des difficultés rencontrées concerne le temps nécessaire à l'établissement du document. A Saujon, la démarche est en cours depuis plus d'un an. En conséquence, les données relevées au début pour élaborer l'annuaire opérationnel sont à remettre à jour avant même la validation du PCS.

Les moyens mis en œuvre par la commune correspondent à 25 % du temps d'un agent pour la partie administrative de l'élaboration du document. Le reste est réalisé par les élus et le chef de la police municipale.

M-C. BARBEAU rappelle que l'octroi du solde des subventions pour les opérations de travaux est conditionné à l'existence d'un PCS à jour. Ainsi, les collectivités ont un peu de temps pour élaborer ou réviser leur document.

P. FERCHAUD ajoute que ce retour d'expérience était une illustration et qu'un PCS se réfléchit en amont et de manière globale, tout comme le PAPI. Par ailleurs, le SMASS, et notamment S. FAÏ, est à la disposition des communes pour une assistance technique à la construction du PCS.

Calendrier des actions PAPI

S. FAÏ commente le calendrier prévisionnel des actions de l'axe 4 (cf. annexe 4, diapositive 8).

R. GUILLAUD s'interroge sur les raisons du retard pris pour l'approbation des PPRL. En effet, les premières réunions publiques ont eu lieu en novembre et décembre 2016. Les réunions publiques suivantes devaient avoir lieu dans les 6 mois. Par la suite, les services de l'Etat, M. Charton et deux autres personnes, ont rencontré les communes. Cette rencontre s'est produite en novembre 2018 pour L'Eguille. A ce moment-là, la réunion publique suivante avait été annoncée en mars. En entendant parler de 2020, R. GUILLAUD se demande si les élections ne sont pas en cause dans le retard pris.

S. FAÏ répond que les services de la DDTM concernés n'ont pas pu assister à ce comité de pilotage et ne peuvent donc pas répondre directement à la question. Cependant, il semble que du retard ait également été pris sur d'autres PPR du département et que le personnel dédié ne soit pas suffisant pour pouvoir tout mener de front. S. FAÏ demande confirmation à la représentante de la DDTM présente.

S. BODIN rappelle qu'elle n'est pas du service risque et qu'elle n'a donc pas la réponse. Elle suppose que beaucoup de documents sont en cours et que le personnel ne suit pas. Cependant, elle va se renseigner et recontacter S. FAÏ pour lui faire part de sa réponse.

Présentation du guide pratique d'intégration du risque inondation dans les PLU

S. FAÏ présente le guide et son objectif (cf. annexe 2 et annexe 4, diapositive 9 à 12).

P. FERCHAUD ajoute que le guide est, en cas de révision du PLU, un outil à transmettre au cabinet qui mène le travail. Ces derniers sont très demandeurs de ce type de documents. L'utilisation du guide permettrait également d'avoir une approche commune sur l'ensemble du bassin.

P. FERCHAUD demande l'avis du comité de pilotage pour une validation du guide.

Le guide est approuvé à l'unanimité.

Calendrier des actions PAPI

S. FAÏ commente le calendrier prévisionnel des actions de l'axe 5 (cf. annexe 4, diapositive 13). Elle donne ensuite la parole à Anne-Laure LE PONT qui réalise son stage de master 2 au sein du SMASS sur l'élaboration d'une méthode de diagnostic de vulnérabilité des habitations de l'estuaire face au risque de submersion marine.

Présentation de la méthode de diagnostic de vulnérabilité des habitations face au risque de submersion marine sur l'estuaire de la Seudre

A-L. LE PONT présente la méthode de diagnostic de vulnérabilité des habitations aux submersions marines retenue (cf. annexe 4, diapositives 14 à 21).

S. FAÏ poursuit sur la nécessité de rédiger une nouvelle fiche action afin d'intégrer les travaux de réduction de la vulnérabilité du bâti au PAPI grâce à un avenant (cf. annexe 4, diapositive 22).

P. FERCHAUD résume. Il y a deux types de secteurs. Les secteurs denses protégés par des ouvrages collectifs, dont il sera question par la suite, et les secteurs diffus où le risque est ponctuel. Le travail de diagnostic de vulnérabilité doit être mené sur ces seconds secteurs. Une communication devra cibler la population.

S. ROY demande quelles sont les bases de calcul des montants dans le cas où le SMASS ferait appel à un prestataire externe pour réaliser les diagnostics. Par ailleurs, il s'interroge sur l'encadrement des constructions par les PLU dans les zones considérées comme vulnérables.

P. FERCHAUD reformule la première question de S. ROY concernant le coût de réalisation des diagnostics par un prestataire externe.

S. ROY demande si le SMASS a réalisé une consultation ou un marché préalable pour définir avec précision le prix de la prestation.

S. FAÏ répond que l'estimation du coût est basée sur des marchés similaires passés par les territoires voisins. Ces marchés ont permis de définir un coût moyen par habitation.

P. FERCHAUD répond à la deuxième question de S. ROY en rappelant les dispositifs concernant les PLU présentés plus tôt. Il confirme que d'éviter l'implantation de nouveau enjeux et donc la création de nouveaux risques en zone inondable est un prérequis. Les diagnostics s'adressent uniquement à l'habitat ancien en zone inondable.

S. ROY s'inquiète des transformations possibles dans ces zones sensibles, par exemple, la transformation d'un garage en habitation. Le risque ne serait alors plus le même.

P. FERCHAUD souligne que l'objectif est de protéger les secteurs déjà habités. Il ajoute qu'une déclaration est nécessaire pour transformer un garage en habitation.

R. GUILLAUD ajoute que l'action ne devrait toucher que l'habitat ancien car, depuis, le préfet a publié les « porters à connaissance ». Il a constaté que, sur la commune de L'Eguille, aucune nouvelle construction ou nouvelle pièce ne peut être faite à moins de 4,60 m NGF.

S. ROY note la nécessité de s'assurer que les PLU prennent bien le risque en compte.

S. FAÏ ajoute que les PLU sont encadrés par la loi et que 11 PPRL doivent être approuvés sur l'estuaire de la Seudre. Ces documents instaurent une servitude d'utilité publique et doivent

être, à minima, annexés aux PLU. Ils délimitent les zones constructibles et inconstructible au regard du risque inondation. Dans les zones inondables demeurant constructibles, une côte plancher doit être respectée. Ainsi, toute nouvelle habitation ne devrait pas être concernée par les diagnostics de vulnérabilité. Les communes non couvertes par un PPR sont malgré tout concernées par des « porters à connaissance ». Ce sont des cartes d'aléa pouvant parfois être plus restrictives que les PPR. En effet, ces informations doivent être utilisées pour instruire les permis de construire. Cependant, la modification de destination des constructions existantes pour augmenter la surface habitable reste une problématique à laquelle il faudra être attentif.

P. FERCHAUD demande l'avis du comité de pilotage pour une validation de la méthode.

La méthode de diagnostic est approuvée à l'unanimité.

Point sur gouvernance sur le bassin de la Seudre

J-P. DAVID rappelle que deux structures existent sur le bassin. Une structure opérationnelle couvrant l'amont (le SMBSA), des sources jusqu'à Saujon, et une structure orientée sur la planification couvrant l'ensemble du bassin (le SMASS). L'opération de fusion de ces deux structures est en cours et permettra d'étendre la partie opérationnelle sur le bassin aval. Un arrêté préfectoral a été publié le 28 mai pour notifier le périmètre et les statuts de la structure fusionnée. La consultation se terminera fin août, laissant 3 mois aux EPCI adhérents pour émettre un avis. Si tout va bien, la structure sera opérationnelle au 1^{er} janvier 2020 et un comité syndical sera installé par la suite.

M-C. BARBEAU s'interroge sur la qualité « gemapienne » de la future structure.

J-P. DAVID répond que le syndicat aura la compétence GEMA élargie. La PI est conservée par les intercommunalités du bassin. La maîtrise des ouvrages de protection reste donc aux intercommunalités. Par ailleurs, au-delà de la partie GEMA (items 1, 2 et 8), la structure fusionnée conservera le portage du SAGE, du PAPI et du projet de territoire.

M-C. BARBEAU demande si la compétence PI est transférée partiellement.

J-P. DAVID répond que la PI reste intégralement à la charge des intercommunalités qui ont souhaité en conserver la maîtrise.

M-C. BARBEAU se questionne alors sur le portage du PAPI.

J-P. DAVID précise que l'animation du PAPI est conservée par le syndicat car elle ne fait pas partie de la compétence PI. La confusion est facile, mais le portage du PAPI n'est pas dans l'item 5 de la GEMAPI ; ce dernier concernant uniquement la gestion des ouvrages de protection.

P. FERCHAUD ajoute que la volonté du territoire est que le syndicat garde une vision globale sur les études en général, mais que les phases opérationnelles soient menées par les intercommunalités, pour des raisons financières évidentes.

Présentation du calendrier prévisionnel de l'axe 7 du PAPI

M. MESSENGER excuse Sébastien PUEYO et Guillaume METAYER du Département pour leur absence. En qualité d'assistant à maître d'ouvrage, il présentera les différentes actions de l'axe 7 (cf. annexe 6).

M. MESSENGER présente l'action VII.M.1. pour le confortement et le rehaussement des digues de 1^{er} rang sur Ronce-les-Bains (cf. annexe 6, diapositive 3).

B. L'HUILLIER précise que deux ASA existent à Ronce-les-Bains et qu'il les représente. L'une d'entre elles, l'ASA RIV, rassemble l'ensemble des propriétaires de l'ouvrage maçonné d'environ 1500 m de long. Les membres de l'ASA sont très étonnés que seul le rehaussement de 660 m linéaires ait été retenu suite aux études. Toute une partie de la digue ayant été submergée pendant Xynthia n'est ainsi pas couverte. Ce secteur a pourtant été fortement affecté par les tempêtes précédentes.

P. GRELLIER demande, pour compléter, si les habitations hors de la zone protégée par les 660 m bénéficieront des actions de l'axe 5 présentées précédemment.

S. FAÏ souhaite une précision sur la localisation des secteurs évoqués.

P. GRELLIER indique qu'ils parlent de toute la partie ouest de l'ouvrage maçonné jusqu'à la Cèpe.

B. L'HUILLIER ajoute que l'exemple est l'hôtel « Le Brise Lames » dont la cuisine a été totalement emportée en 2000 et qui ne fait pas partie, aujourd'hui, de la zone protégée.

S. FAÏ informe que le PAPI a pour objectif de travailler sur la submersion marine, c'est-à-dire l'entrée d'eau sur une zone terrestre. Elle pense que la zone évoquée correspond plus à des problématique d'érosion qui ne sont pas gérées par les financements PAPI. Les ouvrages PAPI ont été proposés pour protéger les points bas.

M. MESSENGER complète. Pour écrire les fiches actions du PAPI, des études ont permis de définir de manière globale les zones protégées. Néanmoins, ces fiches prévoient le lancement d'études préalables spécifiques à chaque ouvrage dont l'objectif est de définir plus précisément le système d'endiguement et la zone protégée. L'étude préalable de Ronce-les-Bains va être lancée avant fin 2019. Dans ce cadre, les membres des ASA seront consultés pour définir leur besoin et considérer l'intégration du linéaire ouest de l'ouvrage maçonné dans l'étude de la submersion.

P. FERCHAUD signale que chaque sujet technique ne pourra pas être trop développé dans le cadre de cette réunion car le temps passé serait trop long, néanmoins le cabinet chargé de l'étude préalable de l'ouvrage de Ronce-les-Bains ira rencontrer les membres des ASA pour un échange plus direct sur le sujet.

M. MESSENGER poursuit la présentation des opérations de travaux (cf. annexe 6).

P. FERCHAUD insiste sur la priorité du dossier de L'Eguille.

Michel PRIOUZEAU constate que les études d'avant-projet sont prévues mi 2020. Il suppose que des concertations avec les municipalités et la population doivent être menées préalablement. Ce phasage étant concomitant à la période électorale, il s'inquiète d'un possible retard.

P. FERCHAUD propose de répondre car la question n'est pas d'ordre technique, mais politique. Beaucoup de temps a déjà été perdu au cours de l'élaboration du PAPI et il ne souhaite pas attendre encore 6 mois que les élections soient passées. A son avis, le risque inondation est indépendant du calendrier électoral. Il pense donc qu'il faut les déconnecter et s'appuyer sur les acteurs ayant la connaissance (les élus sortants, les habitants, etc.).

P. FERCHAUD clôture l'ordre du jour suite à l'absence de nouvelles questions et demande si les participants aimeraient voir d'autres sujets traités.

Questions diverses

F-X. DEGORCE DUMAS souhaiterait une explication sur la subtilité entre submersion et érosion. L'exemple de Ronce-les-Bains n'a pas été clair. Le brise lame est inondé, puis la mer se retire. Pour lui, c'est n'est donc pas une érosion.

M. MESSENGER indique qu'il n'a pas beaucoup d'information sur le sujet de Ronce-les-Bains mais que l'étude préalable étudiera ce cas.

F-X. DEGORCE DUMAS demande la définition pratique d'une submersion et d'une érosion.

M-C. BARBEAU explique qu'une submersion est définie par un niveau marin atteint lors d'un événement extrême ou modélisé dans le cadre d'une étude. Lors des conceptions d'ouvrages de protection, ce type de niveau marin est identifié comme niveau de protection. Il est choisi par les élus et le porteur du PAPI. Si l'altitude du terrain naturel est plus faible que celle du niveau marin étudié, l'eau s'écoule donc sur le terrain naturel et l'inonde. Lorsque le niveau marin baisse, l'eau présente sur la terre se retire. L'inondation est donc temporaire. Le risque est présent lorsque la zone inondée est occupée par des enjeux construits (habitation, activités).

Si une digue protège le littoral, elle protège contre un niveau marin donné. Si le niveau marin atteint lors d'un événement exceptionnel dépasse ce niveau de protection, une inondation peut survenir. Par contre, si l'altitude du terrain naturel est plus élevée que celle du niveau marin de l'événement, alors il n'y a pas de submersion. Dans ce cas, les dégâts provoqués par l'événement extrême pourront avoir comme origine l'érosion, c'est-à-dire une disparition du terrain naturel au profit de la mer. Par exemple, les falaises subissent un phénomène d'érosion. Les événements marins peuvent emmener des pans de falaises. La différence entre submersion et érosion est à faire dans les modélisations. Ces deux phénomènes peuvent être parfois combinés, comment c'est le cas sur Oléron par exemple. Ce sont des cas particuliers qui restent assez rare en Charente-Maritime. Cependant, c'est peut-être le cas de Ronce-les-Bains. Les études d'avant-projet le détermineront.

Elle ajoute enfin que le fonds Barnier, fonds de l'Etat finançant 40 % des travaux PAPI et 50 % des études, ne peut financer que de la submersion.

P. FERCHAUD résume qu'il y a une subtilité ayant d'importantes conséquences. En cas de submersion, les aides sont substantielles au contraire des cas d'érosion. La protection de tous les secteurs serait compliquée car les financements publics seraient insuffisants. Des choix sont alors faits.

M-C. BAREBEAU précise que le fonds Barnier a été créé pour aider en cas d'événement majeur imprévisible. La submersion entre dans cette catégorie alors que l'érosion est prévisible. Elle arrive petit à petit. Les cas où il y a combinaison des deux phénomènes sont plus compliqués et sont définis par les études.

B. L'HUILLIER indique que l'érosion est un phénomène lent. Les événements dont il est question et notamment la destruction d'une partie de l'hôtel « Grand Chalet » est lié à une tempête, non à une érosion. Une tempête engendre à la fois de la submersion, du vent et des phénomènes très brutaux. Pour lui, ce n'est donc pas de l'érosion. Une discussion s'impose pour bénéficier du fonds Barnier pour ces travaux.

P. FERCHAUD conclut que le cabinet a compris que cette problématique serait à étudier.

C. RHONE remarque que le Parc Marin n'a pas reçu d'invitation pour cette réunion.

J-P. DAVID répond que c'est un impair.

P. FERCHAUD s'excuse et annonce que le SMASS le contactera pour s'excuser, transmettre les éléments de la réunion et prendre en compte ses questions.

Clôture de la réunion

P. FERCHAUD remercie l'ensemble des participants. La séance est levée à 11h.

NDR : Focus : différence entre le phénomène de submersion marine et d'érosion côtière

La submersion marine est une inondation temporaire d'une zone côtière par la mer causée par des conditions météorologiques et marégraphiques sévères. Le territoire impacté peut être très vaste. Les études et travaux de prévention ou de protection contre le risque de submersion marine sont finançables par le Fonds de prévention des risques naturels majeurs, dit « Fonds Barnier ».

L'érosion côtière est un processus naturel provoqué par de multiples facteurs : le vent, les vagues ou les courants par exemple, qui se traduit par le recul du trait de côte (perte de terrain au profil de la mer). Le territoire impacté est restreint à une bande en arrière du trait de côte. Les mesures relatives à l'érosion du trait de côte sont exclues du dispositif du « Fonds Barnier » (cf. Guide relatif à la mobilisation du Fonds de prévention des risques naturels majeurs (FPRNM), mars 2019).

Ces deux phénomènes peuvent être liés et se produire lors des mêmes événements météorologiques. Dans ces circonstances, pour déterminer l'éligibilité de mesures de prévention ou de protection envisagées, une étude au cas par cas est nécessaire.

Annexe 1 – Liste de présence

Programme d'Actions de Prévention des Inondations du Bassin de la Seudre

Réunion du comité de pilotage

Le 9 juillet 2019, à 9h30

Salle Jean Riondet – CARA – Royan

BARBEAU	Marie-Christine	DREAL Nouvelle-Aquitaine
BELLET	Murielle	Communauté de communes Haute Saintonge
BODIN	Sylviane	DDTM 17
BRADU	Cyrille	Mairie de Saujon
CHAUSSEE	Yoann	Animateur PAPI Ile d'Oléron
CONIL	Frédéric	Communauté de communes du Bassin de Marennes
CORBIERE	Jean-François	Commune de Saint Germain du Seudre
DEGORCE-DUMAS	François-Xavier	Commune les Mathes
ESTIENNE	Claire	Conseil départemental de Charente-Maritime
FERCHAUD	Pascal	SMASS
FRANCHI	André	Mairie de Saujon
GANDOLFI	Martine	Mairie de Rétaud
GRELIER	Pierre	ASA ROC
CLEMENTINE	Clémentine	CARA
GUILLAUD	Roger	Commune de l'Eguille
GUILLLOT	Alexandra	Syndicat mixte des ports de l'estuaire de la Seudre
HERBERT	Francis	Commune de Saint Augustin
HILLAIRET	Daniel	Commune de Cozes
JEANPERT	Christelle	Commune de Breuillet
LALOU	Jean-Michel	Conservatoire du littoral
L'HUILLIER	Bernard	ASA RIV Ronce-les-Bains
MAINDRON	Bernard	Communauté de communes Haute Saintonge
MESSAGER	Marc	UNIMA
MORANDIERE	Daniel	Mairie de Saint Fort sur Gironde
MOUGARD	Jean-François	Communauté de communes Haute Saintonge
MOULIN	Elodie	SMIDDEST
PATSOURIS	François	CARA - Commune de La Tremblade
PRIOUZEAU	Michel	Commune d'Arvert
RAFFE	David	Commune de Nancras
RENAUD	Serge	Commune de Bourcefranc-le-Chapus
RHONE	Charlotte	CRC 17
ROULLEAU	Sandrine	Commune de La Tremblade
ROY	Serge	Commune de Saint Romain de Benet
SIROT-DEVINEAU	Anne-Françoise	Région Nouvelle-Aquitaine
TALLIEU	Jean-Pierre	CARA
TANTIN	Dominique	AAPPMA Seudre Atlantique
TEXIER	Bernard	Conseil de SAGES Bourcefranc
VALLET	Mickael	Communauté de communes du Bassin de Marennes
VILAIN	Christophe	Commune de Corne-Ecluse
WATRIN	Béatrice	Mairie d'Etaules

Annexe 2 – Guide d'intégration du risque inondation dans les PLU du bassin de la Seudre

En ligne à l'adresse suivante :

<http://www.sageseudre.fr/documentation-papi>

Annexe 3 – Note du 15/05/2019 relative à l'action V.M.1 du PAPI Seudre pour l'élaboration de diagnostics de vulnérabilité du bâti

Objectif de l'action

Dresser un diagnostic exhaustif de vulnérabilité des bâtiments en zone inondable non protégés par les protections collectives et accompagner par la suite les habitants dans les démarches concernant la demande de subventions (fonds Barnier) pour le financement de leurs travaux.

Estimation du nombre d'habitations à diagnostiquer :

- 300 habitations sur la Communauté de communes du bassin de Marennes
- 200 habitations sur la Communauté d'agglomération Royan Atlantique

Contexte réglementaire

L'article 238 de la loi de finances de 2019 a apporté des ajustements aux missions du fonds Barnier s'agissant des études et travaux de réduction de la vulnérabilité aux inondations de biens à usage d'habitation sous maîtrise d'ouvrage privée. Elle **plafonne le montant de la participation du fond à 80 %** (contre 40 % auparavant) pour les biens à usage d'habitation ou à usage mixte (dans la limite de 10 % de la valeur vénale), concernés par un PAPI ou un PPR.

Proposition de travailler en régie pour réaliser cette action

- Montant prévisionnel de l'action en passant par un prestataire : 270 000 € HT
- Montant estimé pour l'achat de matériel et un poste en régie (pour une durée prévisionnelle de 4 ans) : 168 000 €

➔ ***Outre un meilleur contrôle de l'action, la réalisation de la mission en régie permettrait donc une économie d'environ : 100 000 € HT***

Les étapes de l'action

- ➔ Réalisé par le propriétaire
- ➔ Réalisé par le SMASS
- ➔ Réalisé par l'état

Réalisation d'une grille de diagnostic (cf. annexe)



Lancement de la stratégie de communication

- envoyer un courrier aux habitants concernés
- organiser une réunion publique par secteur



Volonté d'obtenir un diagnostic

Compléter un questionnaire et prendre rendez-vous



Déplacement dans l'habitation et réalisation du diagnostic



Envoi d'un rapport comprenant un indice de vulnérabilité et proposition de travaux



Volonté de réaliser les travaux

- demander un devis
- demander l'estimation de la valeur vénale du bien



Centralisation des demandes de subvention



Transmission à l'état



Arrêté d'attribution des subventions



Réalisation des travaux

(obligation d'avancer les frais)



Remboursement sur présentation d'un justificatif

Besoin d'un avenant au PAPI pour l'ajout d'une fiche action travaux

Paramètres pris en compte pour la réalisation des diagnostics de vulnérabilité des habitations

<u>INFOS GENERALES</u>
Nom et prénom de l'occupant
Nom du propriétaire
Adresse
Type de résidence (principale/ secondaire)

Description générale des ouvrages :
<i>Des pièces de vie sont-elles présentes au rez-de-chaussée ?</i>
<i>Âge de la construction</i>
<i>Sous-sol (m²)</i>
<i>Rez-de-chaussée (m²)</i>

<u>SCENARIO INONDATION</u>
Classement dans le porter à connaissance/ PPRI
Fréquence de submersion du scénario retenu
Cote des plus hautes eaux (m NGF)
Cote du plancher de l'étage refuge (m NGF)
Retour d'expérience de l'habitation
<i>Y-a-t-il eu de l'eau dans votre habitation ?</i>
<i>Durée de la submersion ?</i>
<i>Durée de la période entre l'alerte et l'arrivée de l'eau</i>
<i>Y-a-t-il eu des dégâts dans votre habitation ?</i>
<i>Avez-vous mis en place des mesures de réduction de la vulnérabilité de votre habitation suite à cet événement ?</i>
Photo de la hauteur d'eau attendue

<u>ASSAINISSEMENT</u>
Points de raccordement aux réseaux publics :
<i>tampon de regard verrouillable</i>
<i>clapets anti-retour</i>
Vide sanitaire :
<i>existence</i>
<i>ventilation</i>
Commentaires

<u>ZONE HORS D'EAU</u>
Présence d'une zone refuge ou d'un étage
Possibilité d'évacuation à partir de cette zone (velux ou balcon)
Alimentation électrique indépendante de la partie inondée du bâtiment
Si pas de zone refuge dans l'habitation, quelle distance avec zone refuge extérieure ? (m)
Commentaires

<u>STRUCTURE DU BÂTIMENT</u>
Structure :
<i>Planchers des vides sanitaires et du sous-sol</i>
<i>Plancher du rez-de-chaussée</i>
Menuiseries extérieures :
<i>Ouverture électrique ou manuelle des volets</i>
<i>Quelle est la hauteur du système électrique ? (m)</i>
<i>Ouverture électrique ou manuelle de la porte de garage</i>
<i>Quelle est la hauteur du système électrique ? (m)</i>
<i>Si habitation totalement dotée de volets électriques, cibler une issue de secours</i>
Hauteur des aérations par rapport au sol (m)
Cote du sol sous les aérations (m NGF)
Hauteur des fenêtres par rapport au sol (m)
Cote du sol sous les fenêtres (m NGF)
Hauteur du seuil de porte (m)
Cote du sol sous le seuil de porte (m NGF)
Présence de batardeaux
<i>Quelle est leur hauteur ? (cm)</i>
<i>Présence de matériaux étanches ?</i>
<i>Quel type de fixation ?</i>
Vérification de l'imperméabilité de la façade
Situation du terrain
Commentaires

<u>INSTALLATIONS ELECTRIQUES</u>
Mode d'alimentation montant ou descendant
Coffret EDF
Tableau électrique et compteurs :
<i>emplacement</i>
<i>hauteur (cm)</i>
Commentaires

<u>PIECE DE REFERENCE</u>
Sous-sol, rez-de-chaussée
Revêtement de sol
Hauteur des prises de courant (cm)
Hauteur des interrupteurs (cm)
Hauteur des luminaires (cm)
Commentaires

<u>AUTRES PIECES</u>
Refaire la même chose qu'avec la rubrique "pièce de référence"
Commentaires

<u>COMBLES ET TERRASSES</u>
Surface suffisante pour mettre hors d'eau certains équipements ?
Facilité d'accès pour la mise hors d'eau de ces équipements ?
Commentaires

<u>OUVRAGES ANNEXES</u>
Présence d'équipement permettant l'élimination des eaux résiduelles
Equipement de génie climatique :
<i>Quel(s) type(s) d'équipement(s) ? (chaudière, climatisation, radiateur électrique...)</i>
<i>Hauteur des équipements (cm)</i>
Cuve fuel :
<i>Fixations</i>
Citerne gaz :
<i>Fixations</i>
<i>Altimétrie terrain sous cuve (m)</i>
Piscine :
<i>Balisage piscine ?</i>
<i>Altimétrie terrain sous piscine (m)</i>
Commentaires

Annexe 4 – Diaporama du SMASS

En ligne à l'adresse suivante :

<http://www.sageseudre.fr/documentation-papi>

Annexe 5 – Diaporama de la commune de Saujon sur le PCS

En ligne à l'adresse suivante :

<http://www.sageseudre.fr/documentation-papi>

Annexe 6 – Diaporama du Département

En ligne à l'adresse suivante :

<http://www.sageseudre.fr/documentation-papi>